

Communiqué de presse

Arrivée de Wizz Air à l'aéroport de Luxembourg

Des prix cassés sur le dos des salariés

L'arrivée de Wizz Air au Luxembourg à partir de cet été est une très mauvaise nouvelle d'un point de vue social. Cette compagnie *low cost* est en effet tristement célèbre pour ses pratiques ouvertement antisyndicales et antisociales. Il y a également lieu de préciser que cette compagnie aérienne hongroise ne créera aucun emploi et n'embauchera aucun salarié au Grand-Duché et qu'elle n'y paiera ni charges sociales ni impôts.

Non seulement Wizz Air ne contribuera donc en rien au système social luxembourgeois, mais elle le mettra même en danger avec une pratique particulièrement agressive au niveau des prix, qui risque de s'avérer socialement désastreuse pour les salariés du secteur. Les prix de vente extrêmement *low cost* qu'elle pratique signifient que Wizz Air volera systématiquement à perte – ses prix de vente officiels sont d'ailleurs même en dessous des taxes aéroportuaires dont la société devra s'acquitter pour chaque vol.

Par ailleurs, il y a lieu de noter que le CEO de Wizz Air est connu pour s'être vanté du fait que son entreprise est « une compagnie sans syndicats ». Le même Joszef Varadi est également réputé pour avoir incité les pilotes de son entreprise à travailler au-delà des niveaux de fatigue tolérables. Pour rappel, ces limites sont censées garantir la sécurité des passagers et de l'équipage. En Roumanie, la compagnie a même été condamnée en justice pour discrimination après avoir licencié des salariés qui s'étaient syndiqués.

Les syndicats condamnent fermement ces pratiques néfastes et sont inquiets par l'arrivée d'une telle société à l'aéroport de Luxembourg.

Il est grand temps de mettre fin aux pratiques de dumping social. Après les élections nationales de cette année, des élections européennes auront lieu en 2024. L'arrivée de Wizz Air est dans ce contexte d'ores et déjà l'occasion pour les partis politiques de prendre position en faveur de systèmes sociaux forts et pour la protection des salariés, en plaident pour un changement de cap tournant le dos aux politiques de libéralisation dans le secteur aérien en Europe.

**Communiqué par l'OGBL, le LCGB et l'ALPL,
le 21 juillet 2023**

